



La guirlande des arnaqueurs

Noël approche, mais les politiciens en campagne nous préparent de drôles de cadeaux. C'est la grande réunion de famille : ils s'engueulent un peu, mais au fond se retrouvent tous sur le principal.

Le grand festin des prédateurs

C'est donc Valérie Pécresse qui a remporté la primaire des Républicains. Une femme : il était quand même temps ! Pour son programme, par contre, retour au XIX^e siècle. Suppression de 150 000 postes de fonctionnaires, instauration de quotas d'immigration, retraite à 65 ans. Bref, rien de discordant dans le concert anti-ouvrier des Le Pen, Zemmour, Darmanin, Macron et consorts ; elle ne fait que ravir la place de première flûtiste de son parti à Éric Ciotti. Macron, quant à lui, part vendre des avions à un dictateur saoudien.

C'est la douche, organisée d'en haut, d'idées tirées du fond des égouts. Quant à la gauche institutionnelle, elle s'est jetée dans le torrent : sous un mince vernis d'hypocrisie, une même défense de la police, un même nationalisme économique pro-patronal, et parfois quelques relents anti-migrants. Et bien peu concernant les préoccupations des classes populaires.

Où sont passés les vrais problèmes ?

Noël approche et, du côté des travailleurs, on peine à trouver de quoi fêter la fin d'année en famille. Nouvelle vague de Covid, nouveau variant faute d'avoir fourni les vaccins au monde entier. Et les pauvres toujours plus pauvres, les riches toujours plus riches : il y a 309 000 millionnaires de plus en France malgré, ou peut-être grâce au Covid !

Première, deuxième, troisième lignes, la bourgeoisie avoue que tous les travailleurs sont essentiels. Ce qui ne l'empêche pas d'en licencier toujours plus pour surexploiter les autres. Oui, nous « sommes en guerre », comme dit Macron, mais en guerre sociale.

La colère couve. Les hôpitaux craquent de toute part et les soignants ont manifesté ce samedi. La Guadeloupe et la Martinique se sont révoltées contre la misère : police, couvre-feu et lourdes condamnations pour toute réponse... Les bons souvenirs des colonies.

Les richesses s'accumulent en Bourse. Des migrants se noient dans la Manche et la Méditerranée. On

accuse les passeurs ? Mais ce ne sont pas les passeurs qui ont érigé les barbelés autour des États européens : sans la clôture des frontières, il n'y aurait pas de passeurs ! Tout ce que les États obtiennent avec davantage de barbelés, c'est que les passeurs détournent encore plus les migrants en augmentant leurs tarifs. Ce sont les États qui tuent, et qui parquent les migrants dans des prisons-bidonvilles aux frontières de l'Europe.

Il faut combattre pour une autre société

Noël approche, et les grands patrons, les actionnaires et leurs valets politiques croient se prémunir de l'incendie social en nous divisant les uns les autres. Mais les immenses richesses qu'ils accumulent sont créées par les travailleurs du monde entier.

Tous ensemble, nous pourrions contester le pouvoir de cette classe de rentiers parasites et égoïstes, et même leur confisquer et l'exercer de façon révolutionnaire à leur place. Pour enfin bâtir une société ouverte, accueillant toutes les cultures, sans frontières, où l'on pourrait choisir démocratiquement ce qui doit être produit et où le travail serait distribué équitablement entre tous. Où les progrès techniques d'aujourd'hui et de demain n'auraient plus pour but la guerre et l'asservissement du plus grand nombre, ni comme conséquence la pollution de la nature, mais serviraient à libérer toute l'humanité de la misère et de l'oppression.

Dès aujourd'hui, nous pouvons imposer au grand patronat, par nos combats, le partage du temps de travail, l'augmentation des salaires, la fin du secret industriel et des brevets, l'ouverture des frontières aux hommes et aux femmes plutôt qu'aux seuls capitaux !

C'est ce programme de lutte pour une autre société que défend notre camarade Philippe Poutou dans une campagne présidentielle déjà entamée : il est temps d'unir nos forces pour une cause qui en vaille la peine !

C'est le sens que prendra un vote en sa faveur.

Sam : pas d'accord pour crever

6000 personnes se sont retrouvées mercredi dernier 1^{er} décembre devant l'usine SAM de Viviez (Aveyron), en soutien aux 350 salariés menacés de perdre leur emploi, après la décision du tribunal de commerce de Toulouse de procéder à la liquidation judiciaire de l'entreprise. Une décision dictée par Renault, le donneur d'ordre, qui met en avant la "transition énergétique" pour refuser de maintenir ses commandes à l'entreprise. En réalité, cela fait des années que Renault et PSA asphyxient leurs sous-traitants en France dans le secteur des fonderies en baissant constamment leurs volumes de commandes et leurs prix d'achat au profit des entreprises situées dans des "Low Cost Countries" (LCC). Une politique qui entraîne des milliers de destructions d'emplois, de fermetures de sites et des régions entières sinistrées par le chômage. Face aux attaques répétées de Renault, c'est tous ensemble qu'il faut s'unir pour inverser le rapport de force.

Renausponsible

La direction de Renault a publié un communiqué sur le sujet où elle affirme "maintenir le dialogue" avec les salariés de SAM pour leur "proposer des solutions alternatives d'emploi au sein du Renault Group". En clair un accompagnement vers Pôle Emploi. La vraie solution serait de donner les moyens à l'usine de fonctionner en lui rendant les commandes nécessaires à son activité !

Bruno l'amer

Comme pour chaque site industriel qu'il a aidé à fermer en canalisant les mobilisations des salariés par des négociations interminables, Bruno Le Maire y est allé de son petit couplet en réclamant de Renault un "comportement exemplaire vis-à-vis des salariés (...), des reclassements, de l'accompagnement, de la formation. Ça veut dire que Renault qui a des dizaines d'autres sites de production doit accompagner chaque salarié pour qu'il retrouve un emploi et une porte de sortie qui soit digne". On se rappelle que le même Le Maire avait proposé des solutions identiques aux salariés licenciés de l'usine GMS à La Souveraine, autre sous-traitant de Renault-PSA. Aujourd'hui seuls 17 des salariés sur 154 licenciés ont retrouvé un emploi... et même pas grâce à Le Maire.

Anti-social

La direction de Renault vient de soumettre aux signatures syndicales son accord triennal 2022-24... Une longue énumération de reculs sociaux sur l'emploi (vague de suppression de postes dans l'ingénierie tertiaire), sur le temps de travail (samedis travaillés, overtime, baisse du paiement des heures sup'...) et sur les salaires (non-paiement des 20 minutes de pause pour les intérimaires et les nouveaux embauchés, suppression des AGS). ...). Les syndicats qui s'apprêtent à signer vont encore

expliquer que ça aurait été pire sans cet accord. Face au rouleau compresseur de la "Renaultion" c'est au contraire le front du refus qu'il faudrait opposer, à l'exemple des salariés qui se sont mobilisés à Cléon et ont fait reculer la direction sur le basculement des 20 min de pause dans la garantie accessoires.

CTI pas beau ?

Dans le cadre de l'accord triennal, la direction de Renault propose de repousser le délai d'écrêtage des compteurs temps individuel (CTI) du 31 décembre au 1^{er} juin. Mais à condition que tout l'accord soit validé avant, avec ses nombreuses régressions... dont le fait que les jours excédentaires seront basculés des CTI vers le CTC, et donc récupérés par la direction pour poser des jours de congé quand ça l'arrange.

Coup de froid

La direction communique en ce moment sur les mesures sanitaires dans le contexte de la 5^e vague Covid. Notamment le retour à un système d'aération de chauffage à vitesse minimale sans recyclage d'air pour limiter la propagation du virus, ce qui "pourra engendrer un inconfort thermique plus ou moins marqué". Avant même la crise Covid, Renault avait jugé bon de faire des économies d'énergie en baissant la consigne du thermostat d'un degré. À croire qu'on marche comme un moteur à combustion interne !

Virus partagés

Autre mesure sanitaire : le retour des places de cantine à une place sur quatre au lieu d'une place sur deux. Et il est même question d'installer des panneaux en plexiglass. Des mesures strictes qui n'ont pas lieu d'être dans les flex-office que la direction veut toujours généraliser, avec leurs bureaux aux tailles réduites et partagés avec tout le monde !

Travailler au chaud à nos frais

Vu la température au TCR, nombre de salariés préfèrent bosser au chaud chez eux et à leurs frais, en permettant à Renault d'économiser sur ses dépenses de chauffage, d'énergie, etc. Ça n'empêche pas la direction de négocier sur les allocations forfaitaires de télétravail pourtant vraiment pas très élevées (20 à 30 €) en les proratisant en fonction des jours effectifs ! Sans compter les bugs à répétition dans le comptage de ces jours.

Refractory pari perdu ?

Le 30 novembre dernier, Senard et De Meo sont à nouveau allés pavoiser à Flins pour inaugurer la "Factory VO" spécialisée dans le reconditionnement de Véhicules d'Occasion (VO). Une inauguration en grande pompe qui cache mal une autre réalité : la suppression dès 2022 de l'équipe de nuit et d'une des deux équipes de jour du Montage et de la Tôlerie. De Meo promet 3000 emplois d'ici 2030 sur 4000 salariés intérimaires aujourd'hui. Mais 2030 c'est loin, et en attendant des salariés de Flins sont priés d'accepter des missions à la Sovab ou à Douai.